ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 31 août 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut pécuniaire des membres du cadre permanent de la base métropolitaine d'Afrique",

et,le 26 octobre 1950, sur des amendements à ce projet, a donné en sa séance du 31 octobre 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications qui rencontrent les intentions du gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées. Ces modifications figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 31e Augustus 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende geldelijk statuut van de leden van het vast kader der basis van het moederland in Afrika";

en,de 26e October 1950, over sommige amendementen op dit ontwerp, heeft ter zitting van 31 October 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor, in het ontwerp een aantal wijzigingen aan te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen der regering zoals die hem werden uiteengezet. Die wijzigingen zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT PECUNIAIRE DES MEMBRES DU CADRE PERMANENT DE LA BASE METROPOLITAINE D'AFRIQUE.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 8 juillet 1950 portant le statut du personnel du cadre permanent de la base métropolitaine d'Afrique;

Considérant que la réglementation fixant le statut pécuniaire des militaires et des agents de l'Etat valable pour la métropole ne peut être appliquée sans modifications importantes aux membres du cadre permanent d'Afrique, eu égard aux conditions de vie coloniale;

Considérant qu'il est opportun d'établir un certain parallélisme entre le statut pécuniaire des membres de la force publique et de l'administration d'Afrique et celui des membres du cadre permanent;

Vu l'autorisation de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur avis conforme de la Commission consultative du contrôle et du contentieux, au sujet du régime des allocations familiales;

Vu l'avis de Notre Premier Ministre, donné le 16 octobre 1950;

./...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui on ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Chapitre 1er.- Rétributions d'Afrique.

Article 1er.-

Pendant la durée du service effectif tel qu'il est défini dans la section IV de l'arrêté du Régent du 8 juillet 1950, le membre du cadre permanent a droit à une rétribution dite "rétribution d'Afrique" qui comprend :

1° son traitement métropolitain qu'il continue à percevoir dans les conditions fixées par les règlements métropolitains;

2° une allocation, dite"allocation d'Afrique"et fixée à :

a) 78.000 francs par an pour :

1) les colonels et lieutenants-colonels, les officiers de la force navale de grade équivalent et les agents de l'administration générale assimilés à ces grades;

2) les majors-médecins, capitaines en premier-médecins et capitaines-médecins;

b) 72.000 francs par an, pour :

1) les majors, capitaines-commandants et capitaines, les officiers de la force navale de grade équivalent et les agents de l'administration générale assimilés à ces grades;

./.....

2) les lieutenants et sous-lieutenants-médecins;

c) 68.400 francs par an, pour :

1) les lieutenants et sous-lieutenants, les officiers de la force navale de grade équivalent et les agents de l'administration générale assimilés à ces grades;

2) les militaires de rang subalterne et les agents de l'administration générale assimilés à ce rang.

Article 2.-

§ 1er. Lorsque les traitements métropolitains varient à la suite des fluctuations de l'index moyen des prix de détail du Royaume, l'allocation d'Afrique est majorée ou réduite en raison inverse d'une somme égale.

Pour l'application du présent paragraphe, les chiffres fixés au § 1er, 2°, pour l'allocation d'Afrique correspondent aux traitements métropolitains alloués au 1er janvier 1949.

§ 2. La rétribution d'Afrique est majorée ou réduite de 5 p.c. par tranche de dix points de hausse ou de baisse de l'index moyen des prix de détail de la colonie. La première majoration de 5 p.c. est accordée quand l'index du pénultième mois atteint 205 points. La première réduction de 5 p.c. est opérée quand l'index du pénultième mois descend à 195 points ou en dessous.

Article 3.-

La rétribution d'Afrique est payée mensuellement et par anticipation.

Lorsque l'intéressé prend ou cesse son service effectif en Afrique au cours d'un mois, il obtient pour ce mois un trentième de cette rétribution par journée de service effectif.

./.....

Chapitre II. - Rétribution de congé d'Afrique.

Article 4.-

Pendant les périodes de congé d'Afrique ,telles qu'elles sont déterminées aux articles 22 à 28 de l'arrêté du Régent du 8 juillet 1950, le membre du cadre permanent d'Afrique a droit à une "rétribution de congé d'Afrique" dont le montant est égal aux deux tiers de la rétribution d'Afrique, sans pouvoir être inférieur au traitement métropolitain.

Article 5.-

La rétribution de congé d'Afrique est payée mensuellement et par anticipation.

Lorsque l'intéressé commence sa période de congé d'Afrique au cours d'un mois, il obtient, pour ce mois, un trentième de cette rétribution par journée de congé d'Afrique.

Article 6.-

Lors d'un premier départ ou d'un départ ne faisant pas suite à un congé d'Afrique, la rétribution prévue pour les périodes de congé d'Afrique est due depuis le jour du départ de Belgique jusqu'à la veille de l'arrivée sur le territoire africain du Royaume.

Article 7.-

Dans tous les cas où la durée du voyage vers le territoire africain du Royaume ou du voyage de retour ne dépasse pas huit jours, la rétribution d'Afrique est due pour la durée du voyage.

Chapitre III. - Régime des allocations familiales.

Article 8.-

Les allocations familiales dont bénéficie le membre du cadre permanent pendant les périodes de service effectif et de congé d'Afrique, comprennent :

1° les allocations familiales, les allocations de naissance et l'allocation de la mère au foyer, prévues par la législation et la réglementation métropolitaines relative aux allocations familiales et qui sont allouées aux conditions d'octroi et avec les suppléments prévus pour les agents de l'Etat;

2° des suppléments mensuels qui portent les allocations familiales aux taux fixés pour les enfants des agents de l'administration d'Afrique; seuls les enfants légitimes, les enfants naturels reconnus, les enfants adoptés légalement et les enfants que la femme a retenus d'un précédent mariage donnent droit à ces suppléments , même s'ils bénéficient des allocations d'orphelins liquidées par la Caisse nationale de compensation ou une caisse primaire de compensation en Belgique.

Article 9.-

Le montant des allocations familiales tel qu'il est fixé à l'article 8, est soumis aux fluctuations de l'index moyen des prix de détail à la colonie suivant les règles énoncées dans l'article 2, § 2, pour autant que ces allocations soient accordées à raison des enfants dont il est question à l'article 8, 2°.

Elles sont dues au taux plein pendant les périodes de service effectif, les congés d'Afrique et pendant les voyages aller dans le cas d'un premier départ ou d'un départ ne faisant pas suite à un congé d'Afrique.

./..

Article 10.-

Une allocation mensuelle égale à celle prévue pour les épouses des agents de l'administration d'Afrique est attribuée aux membres du cadre permanent pour leur épouse non séparée de corps.

Cette allocation est soumise aux fluctuations de l'index moyen des prix de détail à la colonie suivant les règles énoncées dans l'article 2, § 2.

Chapitre IV. - Droit aux allocations, primes et indemnités métropolitaines.

Article 11.-

Les membres du cadre permanent d'Afrique perçoivent, selon les modalités fixées par les règlements métropolitains, les allocations, primes et indemnités métropolitaines suivantes :

1° l'allocation de spécialiste prévue pour les militaires de rang subalterne;

2° l'allocation aéronautique mensuelle prévue pour le personnel navigant breveté, élève ou temporaire;

3° l'allocation mensuelle supplémentaire prévue pour les moniteurs;

4° l'allocation mensuelle supplémentaire prévue pour les essayeurs;

5° la prime de carrière aéronautique payable tous les cinq ans prévue pour le personnel navigant breveté et élève;

./...

6° le pécule de vacance;

7° l'indemnité d'instructeur de saut (despatcher);

8° l'indemnité de tenue.

Chapitre V. - Régime d'indemnisation.

Article 12.-

§ 1er. Les indemnités reprises au présent chapitre sont octroyées en raison des charges réelles résultant de l'exercice de fonctions en Afrique.

Elles ne varient pas, sauf dérogation expresse, selon les fluctuations de l'index moyen des prix de détail de la Colonie et sont liquidées sur production d'une déclaration de créance ou d'un mémoire justificatif approuvé par Notre Ministre de la Défense nationale ou son délégué.

§ 2. Pour l'application des dispositions du présent arrêté, il faut entendre par membres de la famille :

1° l'épouse non séparée de corps;

2° les personnes pour lesquelles le membre du cadre permanent d'Afrique perçoit des allocations familiales en vertu de l'article 8 du présent arrêté.

SECTION 1ère. INDEMNITE POUR EQUIPEMENT COMPLEMENTAIRE.

Article 13.-

Lors de sa première désignation, le membre du cadre permanent a droit à une indemnité pour équipement complémentaire dont le montant est fixé comme suit :

./...

pour les officiers : 7.500 francs;
pour les militaires de rang subalterne: 5.000 francs.

Les membres civils du cadre permanent assimilés aux militaires de rang subalterne ont, en outre, droit à un équipement prévu par les règlements en vigueur pour la catégorie de militaires à laquelle ils sont assimilés.

Si, pour une cause dépendante de sa volonté, l'intéressé ne part pas dans les six mois de sa désignation pour le cadre permanent , les indemnités doivent être remboursées et l'équipement restitué.

L'indemnité reste acquise en cas de décès.

SECTION II. Indemnité pour frais de représentation.

Article 14.-

Lorsque le commandant de la base est en service effectif d'Afrique, une indemnité mensuelle pour frais de représentation dont le montant est fixé à deux mille francs lui est allouée.

Cette indemnité est soumise aux fluctuations de l'index moyen des prix de détail à la Colonie suivant les règles énoncées dans l'article 2 § 2.

Elle est due à partir du 1er du mois qui suit sa prise de fonction ou le jour de celle-ci si elle a lieu le 1er d'un mois, jusqu'à la fin du mois au cours duquel il a cessé ou interrompu ses fonctions.

./.....

La même indemnité est due aux mêmes conditions à l'officier désigné pour assurer le commandement de la base en cas de cessation ou d'interruption de service effectif du commandant de la base.

Article 15.-

Les frais de représentation extraordinaires exposés par un membre du cadre permanent peuvent être remboursés par décision de Notre Ministre de la Défense nationale sur production,par l'intéressé,d'un mémoire justificatif.

SECTION III. - Indemnité de mutation.

Article 16.-

Le membre du cadre permanent qui, au cours d'une période de service effectif,fait l'objet d'une mutation comportant l'obligation de changer de localité de résidence, reçoit une indemnité de mutation dont le taux est fixé à 2.000 francs.

Toutefois, l'indemnité n'est pas accordée lorsque la mutation a lieu à la demande de l'intéressé ou par suite d'une peine disciplinaire.

./.....

SECTION IV. - Indemnité de logement.

Article 17.-

Les membres du cadre permanent et les membres de leur famille sont logés, durant leur séjour à la base, aux frais de l'Etat.

Ceux d'entre eux qui, au lieu de leur résidence, ne sont pas logés dans un bâtiment de l'Etat, ont droit au remboursement des frais de logement sur présentation d'un mémoire justificatif.

SECTION V. - Indemnité de restaurant.

Article 18.-

Une indemnité de restaurant est allouée aux membres du cadre permanent et aux membres de leur famille qui, au lieu de leur résidence, sont obligés de prendre leurs repas à l'hôtel, au restaurant, dans une pension de famille ou chez des tiers, soit qu'ils ne disposent pas d'une habitation, soit que, dans l'habitation mise à leur disposition, il ne leur est pas possible, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, d'y faire préparer leur nourriture par leur personnel.

Cette indemnité leur est également allouée lorsqu'ils sont hospitalisés.

Article 19.-

Le taux de l'indemnité de restaurant est fixé à soixante francs par jour pour le membre du cadre permanent et

./....

pour les membres de sa famille de plus de douze ans; il est fixé à trente francs pour les membres de sa famille de douze ans ou moins.

Cette indemnité est soumise aux fluctuations de l'index moyen des prix de détail de la colonie suivant les règles énoncées à l'article 2, § 2. Elle est liquidée à la fin de chaque mois.

Article 20.-

§ 1er. Le taux de l'indemnité est réduit :

1° à cinquante francs pour le membre du cadre permanent et les membres de sa famille de plus de douze ans, et à vingt-cinq francs pour les membres de sa famille de douze ans ou moins, lorsque l'obligation de prendre leurs repas à l'hôtel, au restaurant, dans une pension de famille ou chez des tiers, a subsisté pendant au moins quinze jours de séjour ininterrompu dans une même localité

2° à quarante francs pour le membre du cadre permanent et les membres de sa famille de plus de douze ans, et à vingt francs pour les membres de sa famille de douze ans ou moins, lorsque cette obligation a subsisté pendant au moins trente jours de séjour ininterrompu dans une même localité.

§ 2. Toutefois, ces réductions ne seront pas appliquées si les intéressés établissent que par suite de circonstances spéciales ils n'ont pu bénéficier du tarif dit de pension.

./....

SECTION VI. - Indemnisation des frais de déplacement à l'intérieur du territoire africain du Royaume.

Article 21.-

Sont considérés comme déplacements à l'intérieur du territoire africain du Royaume pour l'application des dispositions de la présente section :

1° les déplacements pour satisfaire à un ordre de mutation;

2° les déplacements pour satisfaire à un ordre de mission;

3° les déplacements effectués suite à une prescription médicale pour se rendre dans un hôpital ou une formation hospitalière;

4° les voyages et séjours de repos ou de convalescence dans les régions salubres de la colonie prescrits par l'autorité médicale.

Article 22.-

Durant les déplacements prévus à l'article 21, 2°, le membre du cadre permanent n'est pas autorisé à se faire accompagner par les membres de sa famille. Il bénéficie seul du régime d'indemnisation prévu dans la présente section.

Toutefois, Notre Ministre de la Défense nationale et, dans les cas urgents, le commandant de la base, peuvent dans l'intérêt du service autoriser des dérogations à cette disposition. Dans ce cas, les membres de la famille autorisés à accompagner bénéficient de ce régime.

.../...

Article 23.-

Durant les déplacements prévus à l'article 21, 3° et 4°, le commandant de la base peut, si le membre du cadre permanent ou un membre de sa famille, malade, doit être accompagné dans ce déplacement, autoriser une ou plusieurs personnes européennes à l'accompagner.

Les frais exposés pour le déplacement de ces personnes sont indemnisés suivant les règles de la présente section.

§ 1er. Indemnisation des frais de logement hors résidence.

Article 24.-

A l'exception du cas où les journées de voyage couvertes par un titre de transport à charge de l'Etat et comprenant le prix du logement, les intéressés seront remboursés de leurs frais de logement suivant les normes admises par la réglementation coloniale ayant trait au classement et aux tarifs des hôtels et pensions.

Les feuilles de route ou documents en tenant lieu porteront la mention des tarifs appliqués en cas de déclassements imposés par les circonstances.

§ 2. Indemnisation des frais de subsistance.

Article 25.-

Les frais de subsistance sont couverts par l'indemnité de restaurant aux conditions et taux fixés dans la section V du présent chapitre.

.../...

Toutefois, chaque fois que le déplacement oblige les intéressés à séjourner en milieu indigène, les frais de subsistance sont couverts par l'indemnité de brousse réglée par les dispositions de la section VIII du présent chapitre, et octroyée à l'exclusion de l'indemnité de restaurant.

L'indemnité de restaurant est due pour le jour de départ et pour le jour d'arrivée à destination. L'indemnité de brousse ne prend cours que le lendemain du jour d'arrivée jusqu'à la veille du départ.

Article 26.-

A l'exception du cas où les déplacements sont couverts par un titre de transport à charge de l'Etat, comprenant le prix des repas, l'indemnité de restaurant est accordée pour les journées pendant lesquelles les intéressés en déplacement à l'intérieur du territoire africain du Royaume se sont trouvés dans l'obligation de prendre leurs repas à leurs frais.

Toutefois, le commandant de la base peut décider que cette indemnité n'est pas due lorsque, à l'escale, les intéressés ont disposé d'un logement où il leur était possible de faire préparer leur nourriture par leur personnel.

§ 3. Indemnisation des frais de transport.

Article 27.-

Les frais de transport résultant des déplacements prévus par l'article 21 et qui sont effectués suivant l'itinéraire fixé ou imposé par des circonstances de force majeure, sont remboursés suivant les modalités fixées par les articles 28 à 30.

.../...

Lorsque l'itinéraire suivi n'est pas celui qui a été désigné ou imposé par des circonstances de force majeure, Notre Ministre de la Défense nationale ou le commandant de la base limite le remboursement des frais de transport à une somme qui ne peut dépasser le montant des frais calculés pour un voyage suivant la voie désignée.

Article 28.-

Les officiers voyagent en première / classe; les militaires subalternes en seconde classe.

La famille voyage dans la classe désignée au chef de famille. Les frais d'assurance compris dans le prix du billet et les frais de réservation de place sont à charge de l'Etat.

Article 29.-

Les frais de transport et de manutention des bagages sont à charge de l'Etat dans les limites suivantes :

membre du cadre permanent :	100 kgs
épouse et enfants de plus de 12 ans :	50 kgs
enfants de 12 ans ou moins :	25 kgs.

Toutefois, le commandant de la base peut autoriser le membre du cadre permanent à transporter en plus aux frais de l'Etat, du matériel ou des approvisionnements qui sont nécessaires.

.../...

Notre Ministre de la Défense nationale règle les modalités de transport et de remboursement des frais.

Article 30.-

Le membre du cadre permanent ou les membres de sa famille voyageant seuls peuvent se faire accompagner pendant la durée des déplacements dont il est question à l'article 21 par un serviteur indigène.

Ce serviteur bénéficie de la gratuité des frais de transport pour lui-même et pour 25 kilos de bagages.

Toutefois, l'Etat n'assume par les frais de rapatriement du serviteur qui, après avoir accompagné son maître, rejoint seul la résidence de ce dernier ou celle de son choix.

L'Etat ne prend pas à sa charge les frais de transport du serviteur ni de ses bagages, si le voyage a lieu par voie aérienne, sauf s'il s'agit d'un indigène qui doit, sur prescription médicale, accompagner à l'aller un membre du cadre permanent ou un membre de sa famille dirigé d'urgence vers une formation hospitalière.

.../...

§ 4. Indemnisation des frais d'assurance.

Article 31.-

§ 1er. L'Etat prend à sa charge les frais d'assurance exposés en vue de couvrir les risques d'accidents de transport aérien des membres du cadre permanent, dans les limites ci-après :

1° les primes des polices d'assurance sont remboursées dans les conditions fixées par la réglementation métropolitaine pour les voyages par avion civil ou militaire des agents civils, membres du cadre permanent;

2° pour les membres militaires du cadre permanent, les accidents de transport en avion militaire sont indemnisés conformément à la réglementation métropolitaine; si le transport se fait en avion civil, les risques d'accident doivent être couverts par une assurance qui leur garantira une indemnité équivalente.

§ 2. Les dispositions du § 1er ne sont pas applicables lorsque le voyage se fait dans les conditions prévues aux articles 27, alinéa 2, et 37, alinéa 2.

Article 32.-

Le commandant de la base peut ordonner le remboursement de primes de police d'assurance contractées pour couvrir les risques de transport de certains objets qui doivent être utilisés pour les besoins du service.

./.....

SECTION VII. - Indemnisation des frais de déplacement pour missions temporaires hors du territoire africain du Royaume.

Article 33.-

Le membre du cadre permanent peut être chargé de missions hors du territoire africain du Royaume par Notre Ministre de la Défense nationale et dans les cas urgents, mais pour une durée maximum de 15 jours, par le commandant de la base.

Depuis le jour où il quitte sa résidence effective jusqu'à la veille du jour où il quitte le territoire africain du Royaume et depuis le lendemain du jour où il rentre dans ce territoire jusqu'au jour où il rejoint sa résidence effective, le membre du cadre permanent bénéficie du régime d'indemnisation des frais de déplacement à l'intérieur du territoire africain du Royaume.

Pour la période passée hors du territoire africain du Royaume, la réglementation métropolitaine relative aux missions temporaires à l'étranger leur est applicable.

Si la mission a lieu en Belgique, la réglementation métropolitaine relative aux frais de séjour à l'intérieur du Royaume est applicable; une indemnité journalière supplémentaire de 100 francs est en outre allouée.

./.....

SECTION VIII. Indemnité de brousse.

Article 34.-

L'indemnité de brousse est allouée à l'exclusion de l'indemnité de restaurant :

1° au membre du cadre permanent séjournant en milieu indigène, pour les journées passées effectivement dans ce milieu, à l'exception de celles passées dans un poste d'occupation européen;

2° au membre du cadre permanent pendant les marches et manoeuvres avec troupe, quand elles entraînent un séjour de plus d'un jour hors des limites de la garnison.

Article 35.-

Le montant journalier de cette indemnité est fixé à soixante francs pour le membre du personnel marié, et à cinquante francs pour le membre du personnel célibataire.

Cette indemnité est soumise aux fluctuations de l'index moyen des prix de détail de la colonie suivant les règles énoncées à l'article 2, § 2,et est liquidée à la fin de chaque mois.

Article 36.-

Le commandant de la base peut autoriser le paiement de l'indemnité de brousse aux membres du cadre permanent exerçant leurs fonctions à l'emplacement définitif de la base jusqu'à la date à laquelle un bâtiment de l'Etat a été mis à leur disposition et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1949.

./....

CHAPITRE VI. - AVANTAGES DIVERS.

Section 1ère.- Voyage de la résidence effective jusqu'à la base et retour.

§ 1er.- Dispositions générales.

Article 37.-

Les frais de voyage de la résidence effective jusqu'à la base et retour du membre du cadre permanent, ainsi que les frais de voyage des membres de sa famille autorisés par Notre Ministre de la Défense nationale à rejoindre le membre du cadre permanent, sont à charge de l'Etat dans les conditions fixées dans la présente section, à condition que ce voyage ait lieu par la voie indiquée par Notre Ministre de la Défense nationale ou dans les cas urgents de retour, par le commandant de la base.

Toutefois, Notre Ministre de la Défense nationale peut autoriser les intéressés à emprunter une voie de leur choix; dans ce cas, il limite le remboursement à une somme qui ne peut dépasser le montant des frais d'un voyage par la voie Anvers-Lobito-Dilolo-Kamina.

La même limitation est applicable au cas où la résidence effective des bénéficiaires ne se trouverait pas en Belgique.

Article 38.-

§ 1er. Le membre du cadre permanent peut obtenir le remboursement des frais de voyage de sa

./....

fiancée et, éventuellement, des enfants mineurs à charge de celle-ci exposés en vue de le rejoindre en Afrique.

Pour la liquidation de ces frais, la fiancée est assimilée à l'épouse et les enfants à ceux du membre du cadre permanent d'Afrique; seuls sont remboursés les frais prévus aux articles 37, alinéa 2, 41, 42, 47, 48, 49, § 1er, 1°, 3°, 4° et § 2, 50, 52, 53, alinéas 1er et 2, et 54.

§ 2. Le remboursement est subordonné aux conditions suivantes :

1° le membre du cadre permanent doit avoir obtenu du Ministre de la Défense nationale l'autorisation de mariage avant le départ de sa fiancée;

2° la fiancée doit être autorisée par Notre Ministre de la Défense nationale à rejoindre le membre du cadre permanent en Afrique;

3° le mariage doit être contracté dans un délai maximum de 3 mois après l'arrivée de la fiancée dans le territoire africain du Royaume; dans des cas exceptionnels, Notre Ministre de la Défense nationale peut prolonger la durée de ce délai.

§ 3. Si, pour cause de décès ou de retour anticipé du membre du cadre permanent, le retour de la fiancée et celui des enfants a lieu avant la fin du délai dans lequel en vertu du § 2, 3°, le mariage doit être célébré, les frais de voyage sont à charge de l'Etat tant pour le voyage aller que pour le voyage retour.

./....

§ 4. Il en est de même pour les frais de voyage aller et retour des enfants mineurs à charge de la fiancée que celle-ci aurait été autorisée à amener dans le territoire africain du Royaume, si la fiancée venait à décéder avant le délai imparti au § 2, 3°, du présent article.

§ 5. Si la résidence effective de la fiancée se trouve ailleurs qu'en Belgique, Notre Ministre de la Défense nationale limite le remboursement des frais de voyage à une somme qui ne peut dépasser le montant des frais d'un voyage suivant la voie Anvers-Lobito-Dilolo-Kamina.

Article 39.-

Le membre du cadre permanent et les membres de sa famille ne bénéficient des dispositions de la présente section que pour un seul voyage aller et retour par période de service effectif.

Article 40.-

Les frais du voyage de retour des membres de la famille du membre du cadre permanent ne sont à charge de l'Etat que pour autant qu'ils comptent un an au moins de séjour dans la colonie au cours d'une même période de service effectif.

./.....

Toutefois, si le retour de la femme ou des enfants avant un an de séjour au cours d'une même période de service effectif est motivé soit par le décès du membre du cadre permanent ou de son épouse, soit pour des raisons graves de santé, soit pour cause de retour anticipé du membre du cadre permanent, les frais de voyage de retour sont à charge de l'Etat.

Article 41.-

Les enfants mariés et ceux qui sont âgés de plus de 21 ans ne peuvent voyager aux frais de l'Etat.

Toutefois, l'Etat supportera les frais de leur voyage de retour s'ils ont été amenés au Congo aux frais de l'Etat et s'ils sont encore célibataires.

Article 42.-

Les frais de voyage de retour de l'enfant qui a occupé dans le territoire africain du Royaume un emploi lucratif et qui a obtenu de ce chef le droit au rapatriement à charge de son employeur, ne sont pas supportés par l'Etat.

Article 43.-

Notre Ministre de la Défense nationale peut accorder dans des cas particuliers des dérogations aux règles fixées aux articles 40, 41 et 42.

./.....

§ 2. Voyage en Belgique.

Article 44.-

Les frais exposés par un membre du cadre permanent, par une personne dont la candidature comme membre du cadre permanent a été retenue ou par les membres de leur famille, pour accomplir les diverses formalités médicales ou administratives préalables au départ, sont couverts :

1° pour les personnes ayant la qualité de militaire ou d'agent de l'Etat, par les indemnités prévues dans la réglementation métropolitaine relative aux frais de séjour ou aux frais de déplacement à l'intérieur du Royaume;

2° pour les membres de leur famille, par le remboursement de leurs frais réels de transport en chemin de fer ou tout autre moyen de transport en commun et par l'octroi d'une allocation forfaitaire pour frais de séjour et de logement qui leur est accordée dans les mêmes conditions et aux mêmes taux qu'aux membres du cadre permanent. Les frais de séjour et de logement d'un enfant de douze ans ou moins sont calculés à concurrence de 50 p.c. du montant de ceux exposés par une personne plus âgée.

Article 45.-

La même règle s'applique aux frais de voyage exposés par le membre du cadre permanent et par les membres de sa famille, de leur résidence effective jusqu'au lieu d'embarquement pour l'Afrique et vice versa.

./....

§ 3. Voyage en territoire africain du Royaume.

Article 46.-

Les voyages effectués à l'intérieur du territoire africain du Royaume par les membres du cadre permanent ou par leur famille pour rejoindre la base ou pour en revenir, sont assimilés aux déplacements de service à l'intérieur du territoire africain du Royaume et donnent droit aux indemnités prévues pour ces déplacements aux articles 24 à 26.

Toutefois, les indemnités de logement et de restaurant ne sont pas dues lorsque les frais qu'elles couvrent, sont compris dans le coût du billet ou couverts par le titre de transport délivrés à charge de l'Etat.

Article 47.-

L'Etat ne prend à charge les frais de transport du personnel domestique accompagnant le membre du cadre permanent ou de sa famille voyageant seul aux frais de l'Etat, que pour la seule partie du voyage se passant en territoire africain du Royaume dans les conditions ci-après :

1° au départ du Congo, l'Etat prend à charge les frais de transport d'un serviteur indigène depuis le lieu de leur résidence jusqu'au point où les intéressés atteignent une ligne de chemin de fer, de navigation fluviale ou une voie aérienne exploitée régulièrement et poursuivent leur voyage sans interruption par ce mode de transport;

./...

2° au retour au Congo, l'Etat prend à sa charge les frais de transport d'un serviteur indigène à partir du point où les intéressés abandonnent le réseau ferré ou une ligne de navigation fluviale ou aérienne exploitée régulièrement pour poursuivre leur voyage par tout autre moyen de locomotion, jusqu'au lieu de leur résidence;

3° l'Etat ne prend pas à sa charge les frais de transport de serviteurs par la voie aérienne;

4° le serviteur autorisé à accompagner son maître dans les conditions ci-dessus, a droit au transport de 25 kilos de bagages.

§ 4.- Voyage du lieu d'embarquement vers le territoire africain du Royaume et retour.

Article 48.-

En bateau ou en chemin de fer, les officiers ainsi que leur famille voyagent en première classe, les sous-officiers et leur famille voyagent en seconde classe.

Article 49.-

L'Etat prend à sa charge les frais de voyage suivants :

1° le coût des tickets, couchettes, literies et repas ainsi que les frais de réservation de place;

./.....

2° les frais normaux d'hôtel et de restaurant, sauf lorsque le titre de transport couvre le logement et la nourriture en cours de route et aux escales ou dans le cas prévu à l'article 7;

3° les frais de visa et les taxes diverses exigées pour le débarquement, l'embarquement ou le séjour dans des ports ou escales situés en territoire étranger;

4° les frais de transport entre les stations, ainsi qu'entre les stations et les hôtels.

Article 50.-

Il est accordé aux membres du cadre permanent et à leur famille empruntant, suivant instruction de Notre Ministre de la Défense nationale, la voie Lobito-Dilolo, une indemnité journalière de 100 francs par personne, ramenée à 50 francs pour les enfants de 12 ans ou moins, depuis le jour d'arrivée à Lobito jusqu'à la veille du passage de la frontière à Dilolo pendant le voyage aller, et depuis le lendemain du passage de la frontière à Dilolo jusqu'au jour du départ de Lobito pendant le voyage retour.

Toutefois, cette indemnité journalière n'est pas due lorsque le titre de transport délivré à charge de l'Etat comprend les frais de repas.

Les membres du cadre permanent ont droit au remboursement des frais de logement à Lobito; ces frais seront mentionnés expressément sur le mémoire justificatif relatif aux frais de ce voyage.

Article 51.-

Le membre du cadre permanent et sa famille

./.....

qui se rendent en congé d'Afrique dans une région à climat tempéré autre que la Belgique, ne bénéficient pas des dispositions prévues aux articles 46 et 47.

Notre Ministre de la Défense nationale limite le remboursement des frais réels prévus à l'article 49 au montant des frais d'un voyage en Belgique par la voie Kamina-Dilolo-Lobito-Anvers.

§ 5. Transport des bagages.

Article 52.-

Les frais de transport et de manutention des bagages de la résidence effective jusqu'à destination en territoire africain du Royaume sont à charge de l'Etat dans les limites suivantes :

- membre du cadre permanent médecin ou vétérinaire : 350 Kgs
- membre du cadre permanent : 300 Kgs
- épouse : 150 Kgs
- enfant : 75 Kgs.

Article 53.-

Dans les poids indiqués à l'article précédent, est compris le poids des bagages couverts par le titre de transport du voyageur.

./.....

Seul le poids de bagages compris dans le prix du billet est transporté par voie aérienne; toutefois, Notre Ministre de la Défense nationale ou, en cas d'urgence, le commandant de la base, peut autoriser le transport par voie aérienne de certains matériels ou approvisionnements extraordinaires.

Le reste du poids des bagages fixés par l'article 52 que le membre du cadre permanent n'a pu emporter par voie aérienne peut être transporté, le cas échéant, en supplément de ceux de sa famille.

Article 54.-

Les membres du cadre permanent et les membres de leur famille voyageant à charge de l'Etat qui se trouvent dans l'impossibilité de procéder personnellement au dédouanement de leurs bagages, peuvent charger un organisme privé d'effectuer ces formalités.

Le montant des frais à l'exclusion des droits de douane leur sera remboursé, dans les limites des poids autorisés.

Article 55.-

Dans le cas prévu à l'article 51, une limitation identique à celle prévue pour les frais de voyage par cet article est établie par Notre Ministre de la Défense nationale en ce qui concerne le transport des bagages.

./.....

Article 56.-

En cas de décès du membre du cadre permanent ou d'un membre de sa famille, l'Etat prend à charge les frais de transport des bagages que le défunt pouvait exposer en application de l'article 52.

§ 6. Assurances.

Article 57.-

Les dispositions des articles 31 et 32 du présent arrêté sont applicables aux risques d'accidents de transport aérien entre la résidence effective et le Congo et retour, ainsi qu'en cas de congé d'Afrique dans une région tempérée autre que la Belgique, entre le Congo et cette région et retour.

Toutefois, il n'est effectué aucun remboursement de frais d'assurance lorsqu'il est fait application des dispositions des articles 27, alinéa 2, et 37, alinéa 2, du présent arrêté.

SECTION II. - SOINS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES.

Article 58.-

Les soins médicaux donnés en Belgique, en vue du départ en Afrique du membre du cadre permanent et des personnes dont la candidature comme membre du cadre permanent a été retenue, et des membres de leur famille, sont à charge de l'Etat.

./.....

Article 59.-

Les soins médicaux et chirurgicaux ainsi que les médicaments sont accordés gratuitement pendant la durée des services effectifs d'Afrique, aux membres du cadre permanent ainsi qu'aux membres de leur famille qui les ont accompagnés. Il en est de même pour les soins dentaires, à l'exception de la fourniture et de l'entretien des appareils de prothèse.

L'Etat n'est tenu à assurer ses obligations en matière de soins médicaux et pharmaceutiques vis-à-vis de la femme et des enfants du membre du cadre permanent, que dans la mesure ou ceux-ci ne bénéficient pas, en vertu de dispositions légales ou de stipulations contractuelles, d'un droit propre aux soins médicaux et pharmaceutiques ou au remboursement des frais occasionnés par les dits soins.

Les intéressés peuvent solliciter les services médicaux de l'administration d'Afrique ou d'organismes privés chaque fois qu'ils sont dans l'impossibilité de recourir aux services de la base ou de la métropole. Dans ces cas, le remboursement des frais qu'ils ont exposés a lieu sur présentation d'un mémoire justificatif.

Article 60.-

La gratuité des soins dont il est question à l'article 59 est également accordée aux mêmes personnes pendant leur congé d'Afrique passé en Belgique. Toutefois, elles ont l'obligation de s'adresser aux services médicaux du département de la Défense nationale.

./....

Les frais d'accouchement durant cette période sont couverts par une indemnité forfaitaire autorisée par Notre Ministre de la Défense nationale, qui en fixe le montant.

Article 61.-

Les frais médicaux et pharmaceutiques exposés par un membre du cadre permanent en mission hors du territoire africain du Royaume ou en congé d'Afrique dans un pays à climat tempéré autre que la Belgique, sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif, après autorisation de Notre Ministre de la Défense nationale.

Article 62.-

Pendant les six mois qui suivent le retour en Belgique, les membres du cadre permanent ainsi que les membres de leur famille qui les ont accompagnés, peuvent obtenir le remboursement des frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques qu'entraînent en Europe les affections résultant de leur séjour en territoire africain du Royaume.

Ce délai peut être porté à douze mois lorsqu'il s'agit d'affections spécifiquement tropicales ou d'accidents graves, imputables au service et non à l'inattention ou à la négligence des intéressés.

Les délais dont il est question aux alinéas 1er et 2 courent à partir du jour de la cessation du service effectif.

./.....

SECTION III. ALLOCATION DE DECES.

Article 63.-

La veuve de tout membre du cadre permanent, lorsqu'elle réside en territoire africain du Royaume dûment autorisée par Notre Ministre de la Défense nationale, reçoit une allocation de décès.

A défaut de la veuve ou lorsque la veuve ne réside pas dans ce territoire, les enfants du défunt, autorisés par Notre Ministre de la Défense nationale à y résider et bénéficiant des allocations familiales, auront droit collectivement à cette allocation.

Article 64.-

L'allocation de décès est fixée au montant mensuel de la rétribution d'Afrique brute du défunt, telle qu'elle est déterminée par application des articles 1er et 2 du présent arrêté, majorée des indemnités, primes et allocations dont le défunt bénéficiait au moment du décès, sans retenue au profit de la Caisse des veuves et orphelins.

Lorsque le défunt était, au moment de son décès, avec les membres de sa famille en congé d'Afrique, dans une région à climat tempéré autre que la Belgique, l'allocation de décès est fixée au montant mensuel de la rétribution de congé d'Afrique brute du défunt telle qu'elle est déterminée par application de l'article 4, majorée des indemnités, primes et allocations dont le défunt bénéficiait au moment du décès, sans retenue au profit de la Caisse des veuves et orphelins.

./.....

Article 65.-

Cette allocation, liquidée comme la rétribution d'Afrique, prend cours le lendemain du décès. Elle est due pendant la période normalement nécessaire pour permettre aux bénéficiaires de quitter le territoire africain du Royaume ou, dans le cas visé à l'article 64, alinéa 2, le territoire où le membre du cadre permanent d'Afrique séjournait au moment du décès avec sa famille.

Notre Ministre de la Défense nationale fixe dans chaque cas particulier la durée de la période dont il est question dans l'alinéa précédent, sans toutefois que cette durée puisse être supérieure à soixante jours.

Article 66.-

Il est, de plus, attribué aux mêmes bénéficiaires, qu'ils aient ou non accompagné le membre du cadre permanent en Afrique, une allocation forfaitaire globale dont le montant est égal à la dernière rétribution mensuelle brute du défunt telle qu'elle est déterminée par application des articles 1er/ et 2 majorée des indemnités, primes et allocations dont le défunt bénéficiait au moment du décès, sans retenue au profit de la Caisse des veuves et orphelins.

Cette allocation est due dans tous les cas de décès d'un membre du cadre permanent, que ce décès ait eu lieu en période de service effectif, en période de congé d'Afrique ou lors d'un premier départ ou d'un départ ne faisant pas suite à un congé d'Afrique à partir du jour où l'intéressé quitte le territoire métropolitain.

../..

SECTION IV. Allocation dite de pension.

Article 67.-

Après chaque période de service effectif de trois ans, le membre du cadre permanent a droit à une allocation dite de pension.

Elle est égale à trois fois la dernière rétribution mensuelle d'Afrique brute telle qu'elle est déterminée par application des articles 1er et 2 sans retenue au profit de la Caisse des veuves et orphelins.

Article 68.-

Si la période de service effectif d'Afrique est supérieure ou inférieure à trois ans, l'allocation dite de pension est majorée ou diminuée de un trente-sixième de sa valeur par mois entier de service effectif d'Afrique, accompli en plus ou en moins.

Cette allocation n'est pas due pour des périodes de service effectif inférieures à deux années; toutefois, pour la détermination du temps de service effectif à faire valoir pour une période déterminée, il sera tenu compte des services effectifs d'une durée de moins de deux années, accomplis au cours des périodes antérieures.

SECTION V. Allocation spéciale aux officiers médecins et vétérinaires.

Article 69.-

Outre les rétributions et indemnisations visées

../..

dans les précédents articles, les officiers médecins et vétérinaires bénéficient :

1° D'une allocation de fonctions d'Afrique, fixée à trente mille francs par an et majorée à partir de la quatrième année de service effectif d'Afrique de deux mille cinq cents francs par an.

Toutefois, lorsque cette allocation atteint, par le jeu des augmentations, le montant de cinquante mille francs, la majoration annuelle est portée à cinq mille francs.

En aucun cas, le montant de cette allocation ne peut dépasser setante-cinq mille francs pour les docteurs en médecine-vétérinaire et cent mille francs pour les docteurs en médecine.

Cette allocation est due à partir du 1er du mois suivant l'entrée en service effectif d'Afrique, ou à partir de cette date si celle-ci tombe le premier jour d'un mois, et jusques et y compris le dernier jour du mois au cours duquel cesse le service effectif d'Afrique.

Elle se paie mensuellement et à terme échu.

2° D'une allocation spéciale, fixée à cent mille francs et payable une seule fois après cinq ans de services effectifs d'Afrique.

Toutefois, si pour des causes indépendantes de sa volonté, le médecin ou le vétérinaire est maintenu définitivement en Belgique avant d'avoir accompli cinq ans de services effectifs, l'allocation est ramenée aux taux suivants :

pour la première année : 15.000 francs,
pour la deuxième année : 17.500 francs,

../..

pour la troisième année : 20.000 francs,
pour la quatrième année : 22.500 francs,
pour la cinquième année : 25.000 francs.

Toute période d'un an commencée mais non achevée donne droit à l'allocation calculée au prorata du temps de service effectif, en tenant compte du montant prévu pour l'année non achevée; toute fraction de mois, dans la détermination des services effectifs, est supputée pour un mois entier.

SECTION VI. Indemnités pour frais exceptionnels.

Article 70.-

Outre les indemnités prévues par le présent arrêté, Notre Ministre de la Défense nationale peut allouer des indemnités compensatoires pour charges spéciales ou pour pertes ou risques particuliers résultant directement de l'exercice des fonctions en territoire africain du Royaume ou de l'accomplissement de missions en Belgique ou à l'étranger.

Ces indemnités sont allouées dans chaque cas particulier par Notre Ministre de la Défense nationale, sur production d'un mémoire justificatif approuvé par le commandant de la base.

../..

CHAPITRE VII. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 71.-

Le présent arrêté sort ses effets au 1er janvier 1949.

Article 72.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE GELDELIJK STATUUT VAN DE LEDEN VAN HET VAST KADER DER BASIS VAN HET MOEDERLAND IN AFRIKA.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van de Regent van 8 Juli 1950 houdende het statuut van het personeel van het vast kader der basis van het moederland in Afrika ;

Overwegende dat, ten aanzien van de levensomstandigheden in de kolonie, de reglementering inzake het geldelijk statuut van de militairen en het Rijkspersoneel, zoals die voor het moederland geldt, niet zonder grondige wijzigingen op de leden van het vast kader in Afrika kan worden toegepast;

Overwegende dat het past een bepaald parallelisme tot stand te brengen tussen het geldelijk statuut van de leden van de weermacht en het bestuur in Afrika en dat van de leden van het vast kader;

Gelet op de machtiging van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, op het eensluidend advies van de Commissie voor advies betreffende de contrôle en de betwiste zaken aangaande het stelsel van de kinderbijslag;

.../...

Gelet op het advies van Onze Eerste-Minister, gegeven 16 October 1950 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Hoofdstuk I.- Bezoldigingen in Afrika.

Artikel 1.-

Gedurende de effectieve dienst zoals hij in afdeling IV van het besluit van de Regent van 8 Juli 1950 is bepaald, heeft het lid van het vast kader recht op een bezoldiging genaamd "Afrikabezoldiging", die omvat :

1° zijn wedde van het moederland, welke hij verder ontvangt volgens de voorwaarden bij de reglementen van het moederland vastgesteld ;

2° een toelage, genaamd Afrikatoelage, en vastgesteld op :

a) 78.000 frank per jaar voor :
   1) de kolonels en luitenant-kolonels, de officieren van de zeemacht met gelijkwaardige graad en de beambten van het algemeen bestuur gelijkgesteld met die graden ;
   2) de majoors-geneesheren, eerste kapiteins-geneesheren en kapiteins-geneesheren ;

.../...

b) 72.000 frank per jaar voor :
   1) de majoors, kapiteins-commandanten en kapiteins, de officieren van de zeemacht met gelijkwaardige graad en de beambten van het algemeen bestuur gelijkgesteld met die graden ;
   2) de luitenants- en onderluitenants-geneesheren ;

c) 68.400 frank per jaar voor :
   1) de luitenants en onderluitenants, de officieren van de zeemacht met gelijkwaardige graad en de beambten van het algemeen bestuur gelijkgesteld met die graden ;
   2) de militairen van lagere rang en de beambten van het algemeen bestuur gelijkgesteld met die rang.

Artikel 2.-

§ 1. Wanneer de wedden van het moederland veranderen ingevolge de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor het Rijk, wordt de Afrikatoelage in omgekeerde reden met een evengroot bedrag verhoogd of verminderd.

Voor de toepassing van deze paragraaf komen de cijfers in § 1, 2°,voor de Afrikatoelage vastgesteld, overeen met de wedden van het moederland toegekend op 1 Januari 1949.

§ 2. De Afrikabezoldiging wordt verhoogd of verminderd met 5 t.h. per schijf van tien punten stijging of daling van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor de kolonie. De eerste verhoging met 5 t.h. wordt verleend wanneer het indexcijfer van de voorlaatste maand 205 punten bereikt. De eerste vermindering met 5 t.h. wordt toegepast wanneer het indexcijfer van de voorlaatste maand tot 195 of minder punten daalt.

.../...

Artikel 3.-

De Afrikabezoldiging wordt maandelijks en vooruit betaald.

Wanneer de belanghebbende zijn effectieve dienst in Afrika in de loop van een maand aanvangt of eindigt, krijgt hij voor die maand een dertigste van die bezoldiging per dag effectieve dienst.

Hoofdstuk II.- Afrikaverlofbezoldiging.

Artikel 4.-

Gedurende de perioden van Afrikaverlof, zoals zij in de artikelen 22 tot 28 van het besluit van de Regent van 8 Juli 1950 zijn bepaald, heeft het lid van het vast kader in Afrika recht op een "Afrikaverlofbezoldiging" waarvan het bedrag gelijk is aan twee derden van de Afrikabezoldiging, zonder minder te mogen bedragen dan de wedde van het moederland.

Artikel 5.-

De Afrikaverlofbezoldiging wordt maandelijks en vooruit betaald.

Wanneer de belanghebbende zijn periode van Afrikaverlof aanvangt in de loop van een maand, krijgt hij voor die maand een dertigste van die bezoldiging per dag Afrikaverlof.

.../...

Artikel 6.-

Bij een eerste vertrek of een vertrek dat niet aansluit bij een Afrikaverlof, is de bezoldiging, voor de perioden van Afrikaverlof bepaald, verschuldigd van de dag van het vertrek uit België tot daags vóór de aankomst op het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk.

Artikel 7.-

Telkens als de reis naar het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk of de terugreis niet langer dan acht dagen duurt, is de Afrikabezoldiging voor de duur van de reis verschuldigd.

Hoofdstuk III.- Kinderbijslagstelsel.

Artikel 8.-

De kinderbijslag welke het lid van het vast kader gedurende de perioden van effectieve dienst en Afrikaverlof geniet, omvat :

1° de kinderbijslag, de geboortetoeslagen en de toelage voor de moeder in het gezin, bepaald bij de wetgeving en reglementering van het moederland betreffende de kinderbijslag en die verleend worden in de toekenningsvoorwaarden en met de supplementen bepaald voor het Rijkspersoneel ;

2° maandelijkse supplementen welke de kinderbijslag brengen op de bedragen, bepaald voor de kinderen der beambten van het bestuur in Afrika ; alleen de wettige kinderen,

.../...

de erkende natuurlijke kinderen, de wettelijk aangenomen kinderen en de kinderen welke de echtgenote heeft uit een vroeger huwelijk, geven recht op die supplementen, zelfs indien zij in aanmerking kwamen voor de wezentoeslagen vereffend door de Nationale Verrekenkas of een primaire compensatiekas in België.

Artikel 9.-

Het bedrag van de kinderbijslag zoals het in artikel 8 is bepaald, is volgens de in artikel 2, § 2, opgegeven regels onderhevig aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor de kolonie, voor zover die bijslag wordt verleend voor de kinderen waarvan sprake in artikel 8, 2°.

Die bijslag is voor het volle bedrag verschuldigd tijdens de perioden van effectieve dienst, tijdens het Afrikaverlof en tijdens de heenreis in geval van een eerste vertrek of van een vertrek dat niet aansluit bij een Afrikaverlof.

Artikel 10.-

Een maandelijkse toelage, gelijk aan die welke voor de echtgenoten van de beambten van het bestuur in Afrika is bepaald, wordt aan de leden van het vast kader in Afrika voor hun niet van tafel en bed gescheiden echtgenote toegekend.

Deze toelage is volgens de in artikel 2, § 2 opgegeven regels onderhevig aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor de kolonie.

.../...

Hoofdstuk IV.- Recht op de toelagen, premiën en vergoedingen van het moederland.

Artikel 11.-

De leden van het vast kader in Afrika ontvangen, volgens de regelen bij de reglementen van het moederland bepaald, de volgende toelagen, premiën en vergoedingen van het moederland :

1° de toelage voor specialist bepaald voor de lagere militairen ;

2° de maandelijkse luchtvaarttoelage bepaald voor het gebreveteerd vliegend personeel, leerlingen of tijdelijken ;

3° de bijkomende maandelijkse toelage bepaald voor de monitors ;

4° de bijkomende maandelijkse toelage bepaald voor de proefpiloten ;

5° de premie voor de luchtvaartloopbaan, betaalbaar om de vijf jaar, die voor het gebreveteerd vliegend personeel en leerlingen is bepaald ;

6° het verlofgeld ;

7° de vergoeding voor opleiders in het springen (despatchers);

8° de vergoeding voor kledij.

.../...

Hoofdstuk V.- Vergoedingstelsel.

Artikel 12.-

§ 1. De vergoedingen waarvan in dit hoofstuk sprake is,worden toegekend wegens de werkelijke lasten die de uitoefening van ambten in Afrika met zich brengt.

Behoudens uitdrukkelijke afwijkingen, ondergaan zij geen wijzigingen ingevolge de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor de kolonie en worden zij uitbetaald tegen overlegging van een schuldvordering of van een staat van verantwoording, goedgekeurd door Onze Minister van Landsverdediging of zijn gemachtigde.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit,moet onder leden van het gezin worden verstaan:

1° de niet van tafel en bed gescheiden echtgenote ;

2° de personen voor wie het lid van het vast kader in Afrika, krachtens artikel 8 van dit besluit, kinderbijslag ontvangt.

Afdeling 1.- Vergoeding voor bijkomende uitrusting.

Artikel 13.-

Bij zijn eerste aanstelling heeft het lid van het vast kader recht op een vergoeding voor bijkomende uitrusting,waarvan het bedrag vastgesteld is als volgt :

voor de officieren : 7.500 frank,
voor de militairen van lagere rang : 5.000 frank.

.../...

De met militairen van lagere rang gelijkgestelde burgerlijke leden van het vast kader hebben bovendien recht op een uitrusting, als door de geldende reglementen bepaald voor de categorie van militairen waarmede zij gelijkgesteld zijn.

Indien de belanghebbende, om een reden afhankelijk van zijn wil, niet binnen zes maanden na zijn aanstelling in het vast kader vertrekt, moeten de vergoedingen teruggestort en moet de uitrusting teruggegeven worden.

De vergoeding blijft in geval van overlijden verkregen.

Afdeling II.- Vergoeding voor representatiekosten.

Artikel 14.-

Wanneer de commandant van de basis in effectieve dienst is in Afrika, wordt hem een maandelijkse vergoeding voor representatiekosten toegekend waarvan het bedrag op twee duizend frank is bepaald.

Deze vergoeding is volgens de in artikel 2, § 2, opgegeven regels, onderhevig aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor de kolonie.

Zij is verschuldigd te rekenen van de eerste dag der maand die volgt op de indiensttreding, of van de dag van die indiensttreding indien hij met de eerste dag ener maand samenvalt, tot het einde der maand tijdens welke hij de uitoefening van zijn ambt eindigt of onderbreekt.

.../...

Dezelfde vergoeding is onder dezelfde voorwaarden verschuldigd aan de officier, die aangewezen wordt om het commando van de basis waar te nemen in geval de effectieve dienst van de commandant der basis een einde neemt of onderbroken wordt.

Artikel 15.-

De buitengewone representatiekosten, door een lid van het vast kader gemaakt, kunnen bij beslissing van Onze Minister van Landsverdediging terugbetaald worden tegen overlegging, door de belanghebbende, van een staat van verantwoording.

Afdeling III.- Mutatievergoeding.

Artikel 16.-

Het lid van het vast kader dat in de loop van een periode van effectieve dienst het voorwerp is van een mutatie, die hem verplicht van verblijfplaats te veranderen, ontvangt een mutatievergoeding waarvan het bedrag op 2.000 frank is vastgesteld.

Echter wordt de vergoeding niet toegekend wanneer de mutatie plaats heeft op verzoek van de belanghebbende of ingevolge een tuchtstraf.

Afdeling IV.- Vergoeding voor huisvesting.

Artikel 17.-

De leden van het vast kader en de leden van hun gezin worden, gedurende hun verblijf in de basis, op Staatskosten gehuisvest.

.../...

Degenen onder hen die in hun verblijfplaats niet in een Staatsgebouw gehuisvest zijn, hebben recht op de terugbetaling van de kosten voor huisvesting tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Afdeling V.- Restauratievergoeding.

Artikel 18.-

Een restauratievergoeding wordt toegekend aan de leden van het vast kader en aan de leden van hun gezin die in hun verblijfplaats verplicht zijn hun maaltijden in een hotel, een restaurant, een familiepension of bij derden te gebruiken, hetzij omdat zij over geen woning beschikken, hetzij omdat het in de hun ter beschikking gestelde woning, ingevolge omstandigheden buiten hun wil, onmogelijk is de maaltijden door hun personeel te laten bereiden.

Deze vergoeding wordt hun eveneens toegekend wanneer zij in een hospitaal zijn opgenomen.

Artikel 19.-

Het bedrag van de restauratievergoeding is vastgesteld op zestig frank per dag voor het lid van het vast kader en voor de leden van zijn gezin van meer dan twaalf jaar ; voor de leden van zijn gezin van twaalf jaar of minder is dat bedrag vastgesteld op dertig frank.

Deze vergoeding is, volgens de in artikel 2, § 2, opgegeven regels, onderhevig aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor de kolonie. Zij wordt op het einde van elke maand uitbetaald.

.../...

Artikel 20.-

§ 1. Het bedrag van de vergoeding wordt verminderd.

1° tot vijftig frank voor het lid van het vast kader en de leden van zijn gezin van meer dan twaalf jaar en tot vijf en twintig frank voor de leden van zijn gezin van twaalf jaar of minder, wanneer zij gedurende een ononderbroken verblijf van ten minste vijftien dagen in dezelfde plaats verplicht zijn geweest hun maaltijden in een hotel, een restaurant, een familiepension of bij derden te gebruiken ;

2° tot veertig frank voor het lid van het vast kader en de leden van zijn gezin van meer dan twaalf jaar en tot twintig frank voor de leden van zijn gezin van twaalf jaar of minder, wanneer die verplichting is blijven bestaan gedurende een ononderbroken verblijf van ten minste dertig dagen in dezelfde plaats.

§ 2. Deze verminderingen worden evenwel niet toegepast wanneer de belanghebbenden bewijzen dat zij, ingevolge bijzondere omstandigheden, het zogenaamde pensiontarief niet hebben kunnen genieten.

Afdeling VI.- Vergoeding voor kosten van verplaatsing binnen het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk.

Artikel 21.-

Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling worden als verplaatsingen binnen het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk beschouwd :

.../...

1° de verplaatsingen om aan een mutatiebevel te voldoen ;

2° de verplaatsingen om aan een zendingsbevel te voldoen ;

3° de verplaatsingen uitgevoerd ingevolge een medisch voorschrift om zich naar een hospitaal of hospitaalformatie te begeven ;

4° de reizen en verblijven voor rust of herstelling in de gezonde streken van de kolonie, voorgeschreven door de medische overheid.

Artikel 22.-

Gedurende de in artikel 21, 2°, genoemde verplaatsingen is het lid van het vast kader niet gemachtigd zich door de leden van zijn gezin te laten vergezellen. Het bij deze afdeling vastgesteld vergoedingstelsel is op hem alleen toepasselijk.

Echter kan Onze Minister van Landsverdediging en in spoedgevallen de commandant van de basis, in het belang van de dienst, op deze bepaling afwijkingen toestaan. In dat geval is dit stelsel op de leden van het gezin die gemachtigd zijn hem te vergezellen van toepassing.

Artikel 23.-

Gedurende de bij artikel 21, 3° en 4°, genoemde verplaatsingen, wanneer het lid van het vast kader of een lid van zijn gezin dat ziek is bij deze verplaatsingen moet vergezeld zijn, kan de commandant van de basis een of meer Europese personen machtigen hem te vergezellen.

De kosten van de verplaatsing van deze personen worden volgens de regelen van deze afdeling vergoed.

../...

§ 1.- Vergoeding van de kosten voor huisvesting buiten woonplaats.

Artikel 24.-

Uitgezonderd het geval waarin de reisdagen gedekt zijn door een vervoerbewijs ten laste van de Staat waarin de prijs van de huisvesting begrepen is, worden aan de belanghebbenden hun kosten voor huisvesting terugbetaald naar de normen aangenomen door de koloniale reglementering betreffende de rangschikking en de tarieven van hotels en pensions.

In geval van declassering opgelegd door de omstandigheden, vermelden de reiswijzers of de hiervoor geldende documenten de toegepaste tarieven.

§ 2.- Vergoeding van de kosten van levensonderhoud.

Artikel 25.-

De kosten van levensonderhoud worden, onder de voorwaarden en volgens de bedragen vastgesteld bij afdeling V van dit hoofdstuk, door de restauratievergoeding gedekt.

Telkens echter als de verplaatsing de belanghebbenden verplicht in een inlands milieu te verblijven, worden de kosten van levensonderhoud door de broussevergoeding, zoals zij geregeld is door de bepalingen van afdeling VIII van dit hoofdstuk, gedekt en toegekend met uitsluiting van de restauratievergoeding.

.../...

De restauratievergoeding is verschuldigd voor de dag van vertrek en de dag van aankomst ter bestemming. De brousse vergoeding wordt enkel berekend van de dag na de aankomst tot de dag vóór het vertrek.

Artikel 26.-

Uitgezonderd het geval waarin de verplaatsingen gedekt zijn door een vervoerbewijs ten laste van de Staat waarin de prijs van de maaltijden begrepen is, wordt de restauratievergoeding toegekend voor de dagen gedurende welke de belanghebbenden, die zich binnen het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk verplaatsen, genoodzaakt waren hun maaltijden op eigen kosten te gebruiken.

Echter kan de commandant van de basis beslissen dat deze vergoeding niet verschuldigd is wanneer de belanghebbenden in de aanlegplaats beschikt hebben over een huisvesting waarin zij hun maaltijden door hun personeel hadden kunnen laten bereiden.

§ 3.- Vergoeding van de vervoerkosten.

Artikel 27.-

De vervoerkosten die voortspruiten uit de verplaatsingen in artikel 21 genoemd en die de vastgestelde of de door omstandigheden van overmacht opgelegde wegwijzer volgden, worden terugbetaald volgens de regelen vastgesteld bij de artikelen 28 tot 30.

.../...

Wanneer een andere wegwijzer gevolgd werd dan die welke aangeduid of door omstandigheden van overmacht opgelegd was, beperkt Onze Minister van Landsverdediging of de commandant van de basis de terugbetaling der vervoerkosten tot een som, welke het bedrag der kosten berekend voor een reis volgens de aangeduide weg niet mag te boven gaan.

Artikel 28.-

De officieren reizen in eerste klasse, de lagere militairen in tweede klasse.

Het gezin reist in de klasse toegewezen aan het gezinshoofd. De verzekeringskosten begrepen in de prijs van het biljet en de kosten voor plaatsbespreking zijn ten laste van de Staat.

Artikel 29.-

De kosten voor vervoer en versjouwing van reisgoed zijn ten laste van de Staat binnen de hiernavermelde grenzen :

lid van het vast kader :	100 kg.
echtgenote en kinderen boven de 12 jaar :	50 kg.
kinderen van 12 jaar of minder :	25 kg.

Echter kan de commandant van de basis het lid van het vast kader machtigen, materieel of voorraden die nodig zijn eveneens op Staatskosten te vervoeren.

.../...

Onze Minister van Landsverdediging regelt de modaliteiten van vervoer en van terugbetaling der kosten.

Artikel 30.-

Het lid van het vast kader of de leden van zijn gezin die alleen reizen, mogen zich tijdens de duur van de verplaatsingen waarvan in artikel 21 sprake door een inlandse dienstbode laten vergezellen.

Deze dienstbode geniet het kosteloos vervoer voor hem zelf en voor 25 kilogram reisgoed.

Echter neemt de Staat niet op zich de repatriëringskosten van de dienstbode die, na zijn meester te hebben vergezeld, zich alleen naar de verblijfplaats van deze laatste of naar de verblijfplaats van zijn keuze begeeft.

Niet ten laste van de Staat zijn de kosten van het vervoer van de dienstbode of van diens reisgoed wanneer de reis per vliegtuig geschiedt, behalve wanneer het gaat om een inlander die, ingevolge een geneeskundig voorschrift, een lid van het vast kader of een lid van diens gezin dat dringend naar een hospitaalformatie moet worden gebracht bij de heenreis moet vergezellen.

§ 4.- Vergoeding van de verzekeringskosten.

Artikel 31.-

§ 1. Ten laste van de Staat zijn de verzekeringskosten, gemaakt tot dekking van het ongevallenrisico bij

.../...

het luchtverkeer van de leden van het vast kader, zulks binnen de volgende grenzen :

1° de premiën der verzekeringspolissen worden terugbetaald onder de voorwaardendoor de reglementering in het moederland vastgesteld, wanneer het gaat om reizen van burgerlijke beambten die lid zijn van het vast kader, per burgerlijk of militair vliegtuig ;

2° wanneer het gaat om militairen die lid zijn van het vast kader worden de verkeersongevallen per militair vliegtuig overeenkomstig de reglementering in het moederland vergoed ; geschiedt het verkeer per burgerlijk vliegtuig, dan moet het ongevallenrisico worden gedekt door een verzekering, die hun een gelijkwaardige vergoeding zal waarborgen.

§ 2. Het bepaalde in § 1 is niet van toepassing wanneer de reis geschiedt in de omstandigheden bedoeld in de artikelen 27, tweede lid, en 37, tweede lid.

Artikel 32.-

De commandant van de basis kan de terugbetaling bevelen van de premiën der verzekeringspolissen, gesloten tot dekking van het risico bij het vervoer van bepaalde voorwerpen die voor de behoeften van de dienst moeten worden gebruikt.

Afdeling VII.- Vergoeding der verplaatsingskosten voor tijdelijke opdrachten buiten het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk.

Artikel 33.-

Opdrachten buiten het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk kunnen het lid van het vast kader toever-

.../...

trouwd worden door Onze Minister van Landsverdediging en, in spoedgevallen maar voor een duur van ten hoogste 15 dagen, door de commandant van de basis.

Van de dag waarop hij zijn effectieve verblijfplaats verlaat tot de dag voordat hij het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk verlaat,en van de dag nadat hij dat grondgebied opnieuw heeft betreden tot de dag waarop hij in zijn effectieve verblijfplaats terugkeert,is het stelsel van de vergoeding der verplaatsingskosten binnen het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk op het lid van het vast kader toepasselijk.

Voor de periode doorgebracht buiten het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk is de reglementering van het moederland betreffende de tijdelijke opdrachten in het buitenland op hen toepasselijk.

Heeft de opdracht in België plaats, dan is de reglementering van het moederland betreffende de verblijfkosten binnen het Rijk op hen toepasselijk; bovendien wordt hun een dagelijkse forfaitaire vergoeding van 100 frank toegekend.

Afdeling VIII.- Broussevergoeding.

Artikel 34.-

De broussevergoeding wordt met uitsluiting van de restauratievergoeding toegekend :

1° aan het lid van het vast kader dat in een inlands milieu verblijft voor de werkelijk in dat milieu doorgebrachte dagen, met uitsluiting van de dagen doorgebracht in een Europese bezettingspost ;

.../...

2° aan het lid van het vast kader tijdens de marsen en manoeuvres met de troepen, wanneer deze een verblijf van meer dan een dag buiten de grenzen van het garnizoen met zich brengen.

Artikel 35.-

Het dagelijks bedrag van die vergoeding is bepaald op zestig frank voor het gehuwd lid van het personeel en op vijftig frank voor het ongehuwd lid van het personeel.

Die vergoeding is, volgens de in artikel 2, § 2, bepaalde regelen, onderhevig aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor de kolonie en wordt op het einde van iedere maand uitbetaald.

Artikel 36.-

De commandant van de basis kan de betaling van de broussevergoeding toestaan aan de leden van het vast kader die hun ambt in de definitieve plaats van de basis uitoefenen, tot de datum waarop hun een Staatsgebouw ter beschikking werd gesteld en uiterlijk tot 31 December 1949.

.../...

Hoofdstuk VI.- Diverse voordelen.

Afdeling 1.- Reis heen en terug van de effectieve verblijfplaats naar de basis.

§ 1.- Algemene bepalingen.

Artikel 37.-

De reiskosten heen en terug van de effectieve verblijfplaats naar de basis van het lid van het vast kader alsmede de reiskosten van de leden van zijn gezin, die door Onze Minister van Landsverdediging gemachtigd zijn zich bij het lid van het vast kader te vervoegen, zijn ten laste van de Staat volgens de voorwaarden in deze afdeling bepaald, mits de reis plaats had langs de weg aangeduid door Onze Minister van Landsverdediging of, in de gevallen van dringende terugkeer, door de commandant der basis.

Onze Minister van Landsverdediging kan de belanghebbenden evenwel machtigen een weg naar keuze te volgen; in dat geval beperkt hij de terugbetaling tot een som, welke het bedrag der kosten van een reis langs de weg Antwerpen-Lobito-Dilolo-Kamina niet mag te boven gaan.

Dezelfde beperking is toepasselijk in het geval dat de effectieve verblijfplaats van de gerechtigden zich niet in België zou bevinden.

.../...

Artikel 38.-

§ 1. Het lid van het vast kader kan de terugbetaling bekomen van reiskosten, welke zijn verloofde en, bij voorkomend geval, de te haren laste zijnde minderjarige kinderen hebben moeten maken om zich bij hem in Afrika te vervoegen.

Voor het berekenen van deze kosten wordt de verloofde met de echtgenote gelijkgesteld en de kinderen met die van een lid van het vast kader in Afrika; enkel de kosten, bepaald bij de artikelen 37, tweede lid, 41, 42, 47, 48, 49, § 1, 1°, 3°, 4° en § 2, 50, 52, 53, eerste en tweede lid, en 54, worden terugbetaald.

§ 2. De terugbetaling is van de volgende voorwaarden afhankelijk :

1° het lid van het vast kader moet, vóór het vertrek van zijn verloofde, van de Minister van Landsverdediging machtiging tot huwelijk ontvangen hebben;

2° de verloofde moet door Onze Minister van Landsverdediging gemachtigd zijn zich bij het lid van het vast kader in Afrika te vervoegen;

3° het huwelijk moet aangegaan worden binnen een maximumtermijn van 3 maanden na de aankomst van de verloofde op het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk; in uitzonderlijke gevallen kan Onze Minister van Landsverdediging de duur van die termijn verlengen.

§ 3. Indien, wegens het overlijden of de vervroegde terugkeer van het lid van het vast kader, de terugkeer van de verloofde en die van de kinderen plaats heeft vóór het einde van de periode binnen welke, krachtens § 2, 3°, het huwelijk moet aangegaan worden, zijn de reiskosten zowel voor de heen- als voor de terugreis ten laste van de Staat.

.../...

§ 4. Hetzelfde geldt voor de reiskosten heen- en terug van de ten laste der verloofde zijnde minderjarige kinderen, die zij gemachtigd zou zijn mede te nemen in het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk, indien de verloofde voor het einde van de in § 2, 3°, van dit artikel toegestane termijn zou overlijden.

§ 5. Indien de effectieve verblijfplaats van de verloofde zich elders dan in België bevindt, beperkt Onze Minister van Landsverdediging de terugbetaling der reiskosten tot een som, welke het bedrag der reiskosten langs de weg Antwerpen-Lobito-Dilolo-Kamina niet mag te boven gaan.

Artikel 39.-

Op het lid van het vast kader en de leden van zijn gezin zijn de bepalingen van deze afdeling slechts voor een enkele heen- en terugreis per periode van effectieve dienst toepasselijk.

Artikel 40.-

De kosten van de terugreis van de gezinsleden van het lid van het vast kader zijn slechts ten laste van de Staat, voor zover zij in de loop van een zelfde periode van effectieve dienst ten minste één jaar verblijf in de kolonie tellen.

Indien evenwel de terugkeer van de vrouw of de kinderen vóór één jaar verblijf in de loop van een zelfde periode van effectieve dienst verantwoord is hetzij door het overlijden van het lid van het vast kader of van zijn echtgenote, hetzij door ernstige gezondheidsredenen, hetzij door de vervroegde terugkeer van het lid van het vast kader, zijn de kosten van de terugreis ten laste van de Staat.

.../...

Artikel 41.-

De gehuwde kinderen en de kinderen boven de 21 jaar kunnen niet op Staatskosten reizen.

Echter neemt de Staat de kosten van hun terugreis op zich indien zij op Staatskosten naar Congo werden gebracht en indien zij nog ongehuwd zijn.

Artikel 42.-

De kosten van de terugreis van het kind, dat in het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk een winstgevende betrekking heeft uitgeoefend en dat uit dien hoofde het recht op repatriëring ten laste van zijn werkgever heeft verworven, worden niet door de Staat gedragen.

Artikel 43.-

Onze Minister van Landsverdediging kan in bijzondere gevallen afwijkingen toestaan van de regels bepaald in de artikelen 40, 41 en 42.

§ 2.- Reizen in België.

Artikel 44.-

De kosten door een lid van het vast kader, door een persoon wiens candidatuur als lid van het vast kader aangehouden werd of door de leden van zijn gezin gemaakt om de verschillende medische en administratieve formaliteiten die het vertrek voorafgaan te vervullen, worden gedekt:

.../...

1° voor de personen die de hoedanigheid van militair of lid van het Rijkspersoneel bezitten, door de vergoedingen welke in de reglementering van het moederland betreffende de verblijf- en reiskosten binnen het Koninkrijk zijn bepaald;

2° voor de leden van hun gezin, door de terugbetaling van hun werkelijke vervoerkosten per spoorweg of enig ander gemeenschappelijk vervoermiddel en door het toekennen van een forfaitaire toelage voor verblijf- en huisvestingskosten, welke hun verleend wordt onder dezelfde voorwaarden en naar dezelfde bedragen als aan de leden van het vast kader. De kosten voor verblijf en huisvesting van een kind van twaalf jaar of minder worden berekend op 50 t.h. van het bedrag van de kosten, door een ouder persoon gemaakt.

Artikel 45.-

Dezelfde regel is toepasselijk op de reiskosten, gemaakt door het lid van het vast kader en de leden van zijn gezin heen en terug van hun werkelijke verblijfplaats naar de plaats van inscheping voor Afrika.

§ 3.- Reizen op het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk.

Artikel 46.-

De reizen binnen het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk, gedaan door de leden van het vast kader of hun gezin om zich naar de basis te begeven of om vandaar terug te keren, worden met de dienstverplaatsingen

.../...

binnen het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk gelijkgesteld en geven recht op de vergoedingen voor deze verplaatsingen, bepaald in de artikelen 24 tot 26.

Echter zijn de huisvestings en restauratievergoedingen niet verschuldigd wanneer de kosten welke zij dekken, begrepen zijn in de prijs van het biljet of gedekt worden door het vervoerbewijs afgeleverd ten laste van de Staat.

Artikel 47.-

De vervoerkosten van de huisbedienden, die een op Staatskosten alleen reizend lid van het vast kader of lid van diens gezin vergezelt, zijn slechts ten laste van de Staat voor het gedeelte van de reis dat op het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk verloopt, en zulks onder de volgende voorwaarden :

1° bij vertrek uit Congo zijn ten laste van de Staat de vervoerkosten van een inlandse dienstbode, van hun verblijfplaats tot het punt waar de belanghebbenden een regelmatig geëxploiteerde spoorweg-, scheepvaart- of luchtlijn bereiken en zij hun reis zonder onderbreking met dit vervoermiddel voortzetten;

2° bij de terugkeer naar Congo zijn ten laste van de Staat de vervoerkosten van een inlandse dienstbode, van het punt waar de belanghebbenden de regelmatig geëxploiteerde spoorweg-, scheepvaart- of luchtlijn verlaten om hun reis met enig ander vervoermiddel tot hun verblijfplaats voort te zetten;

3° niet ten laste van de Staat zijn de kosten voor vervoer van dienstboden per luchtlijn;

.../...

4° de dienstbode, aan wie toegestaan is onder de bovenstaande voorwaarden zijn meester te vergezellen, heeft recht op kosteloos vervoer van 25 kilogram reisgoed.

§ 4.- Reis heen en terug van de plaats van inscheping voor het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk.

Artikel 48.-

Per boot of per spoorweg reizen de officieren en hun gezin in eerste klasse, de onderofficieren en hun gezin in tweede klasse.

Artikel 49.-

Ten laste van de Staat zijn de volgende reiskosten :

1° de kostende prijs van kaartjes, slaapsteden, beddegoed en maaltijden, alsmede de kosten van plaatsbespreking;

2° de normale hotel- en restaurantkosten, behalve wanneer het vervoerbewijs de huisvesting en de voeding onderweg en op de aanlegplaatsen dekt, of in het bij artikel 7 bepaalde geval;

3° de kosten voor visa en allerlei taksen die vereist zijn voor de ontscheping, de inscheping of het verblijf in de havens of aanlegplaatsen, op vreemd grondgebied gelegen;

4° de kosten van vervoer tussen de stations, alsmede tussen de stations en de hotels.

.../...

Artikel 50.-

Aan de leden van het vast kader en hun gezin die volgens onderrichtingen van de Minister van Landsverdediging de weg Lobito-Dilolo gebruiken, wordt een dagelijkse vergoeding van 100 frank per persoon toegekend, verminderd tot 50 frank voor kinderen van twaalf jaar of minder, van de dag van aankomst te Lobito tot de dag vóór het oversteken van de grens te Dilolo, tijdens de heenreis, en van de dag na het oversteken van de grens te Dilolo tot de dag van vertrek uit Lobito tijdens de terugreis.

Deze dagelijkse vergoeding is evenwel niet verschuldigd wanneer in het op Staatskosten afgeleverd vervoerbewijs de kosten der maaltijden begrepen zijn.

De leden van het vast kader hebben recht op de terugbetaling der kosten voor huisvesting te Lobito; deze kosten moeten uitdrukkelijk vermeld worden op de staat van verantwoording betreffende de reiskosten.

Artikel 51.-

De leden van het vast kader en hun gezin, die zich voor hun Afrikaverlof naar een buiten België gelegen gematigde luchtstreek begeven, komen niet in aanmerking voor de bepalingen van de artikelen 46 en 47.

Onze Minister van Landsverdediging beperkt de terugbetaling van de werkelijke kosten in artikel 49 genoemd, tot het bedrag der kosten van een reis in België langs de weg Kamina-Dilolo-Lobito-Antwerpen.

.../...

§ 5.- Vervoer van het reisgoed.

Artikel 52.-

De vervoer- en versjouwingskosten van het reisgoed van de effectieve verblijfplaats naar de plaats van bestemming in het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk zijn binnen de hiernavolgende grenzen ten laste van de Staat:

-lid van het vast kader geneesheer of veearts :	350 kg.
-lid van het vast kader :	300 kg.
-echtgenote :	150 kg.
-kind :	75 kg.

Artikel 53.-

In het in voorgaand artikel aangeduide gewicht is begrepen het gewicht van het reisgoed dat door het vervoerbewijs van de reiziger wordt gedekt.

Enkel het gewicht van het reisgoed dat in de prijs van het biljet begrepen is, wordt per luchtlijn vervoerd; Onze Minister van Landsverdediging of, in spoedgevallen, de commandant van de basis, kan evenwel het vervoer per luchtlijn van sommig buitengewoon materieel of sommige buitengewone voorraden toestaan.

De rest van het gewicht van het in artikel 52 bepaalde reisgoed, dat het lid van het vast kader niet met de luchtlijn heeft kunnen medenemen, kan in voorkomend geval als supplement van dit van zijn gezin vervoerd worden.

Artikel 54.-

De leden van het vast kader en de leden van hun gezin, die op Staatskosten reizen en die in de onmogelijkheid verkeren persoonlijk hun reisgoed in- en uit te klaren, mogen een privaat organisme met de te vervullen formaliteiten belasten.

Het bedrag der kosten, met uitsluiting van de douanerechten, zullen hun terugbetaald worden binnen de perken van het toegestane gewicht.

Artikel 55.-

In het geval bedoeld in artikel 51 wordt, wat het vervoer van het reisgoed betreft, door Onze Minister van Landsverdediging een soortgelijke beperking opgelegd als door genoemd artikel voor de reiskosten is bepaald.

Artikel 56.-

In geval van overlijden van een lid van het vast kader of van een lid van zijn gezin, zijn ten laste van de Staat de vervoerkosten van het reisgoed die de overledene bij toepassing van artikel 52 kon maken.

§ 6.- Verzekeringen.

Artikel 57.-

Het bepaalde in de artikelen 31 en 32 van dit besluit is toepasselijk op het ongevallenrisico bij luchtverkeer heen en terug tussen de effectieve verblijfplaats

.../...

en Congo alsmede, in geval van Afrikaverlof in een buiten België gelegen gematigde streek, heen en terug tussen Congo en deze streek.

Wanneer evenwel het bepaalde in de artikelen 27, tweede lid, en 37, tweede lid, van dit besluit wordt toegepast, heeft geen terugbetaling van de verzekeringskosten plaats.

Afdeling II.- Geneeskundige en pharmaceutische zorgen.

Artikel 58.-

De geneeskundige zorgen in België gegeven met het oog op het vertrek naar Afrika van het lid van het vast kader en van de personen wier candidatuur als lid van het vast kader word aangehouden en van de leden van hun gezin, zijn ten laste van de Staat.

Artikel 59.-

De geneeskundige zorgen en de geneesmiddelen worden gedurende de effectieve dienst in Afrika kosteloos verleend aan de leden van het vast kader en aan de leden van hun gezin die hen hebben vergezeld. Hetzelfde geldt voor tandverpleging, met uitzondering van de levering en het onderhoud van prothesetoestellen.

De Staat is, tegenover de echtgenote en de kinderen van het lid van het vast kader, tot zijn verplichtingen inzake geneeskundige en pharmaceutische zorgen slechts gehouden in de mate waarin deze, ingevolge wettelijke bepalingen of contractuele bedingen, geen eigen recht hebben op geneeskundige of pharmaceutische zorgen of op terugbetaling van de door deze zorgen veroorzaakte kosten.

.../...

Telkens als zij in de onmogelijkheid verkeren een beroep te doen op de diensten van de basis of het moederland, kunnen de belanghebbenden om de geneeskundige zorgen van het bestuur in Afrika of van private organismen verzoeken. In zodanig geval, geschiedt de terugbetaling van de door hen gemaakte kosten tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Artikel 60.-

De kosteloze zorgen waarvan sprake in artikel 59 worden aan dezelfde personen eveneens verleend gedurende hun in België doorgebracht Afrikaverlof. Zij hebben dan echter de verplichting zich tot de geneeskundige diensten van het departement van Landsverdediging te wenden.

De bevalingskosten worden voor deze periode slechts gedekt door een forfaitaire vergoeding, toegestaan door Onze Minister van Landsverdediging die er het bedrag van vaststelt.

Artikel 61.-

De geneeskundige- en pharmaceutische kosten, gemaakt door een lid van het vast kader met opdracht buiten het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk of met Afrikaverlof in een buiten België gelegen gematigde luchtstreek, worden, na machtiging van Onze Minister van Landsverdediging, tegen overlegging van een staat van verantwoording terugbetaald.

Artikel 62.-

Gedurende zes maanden volgende op de terugkeer in België kunnen de leden van het vast kader en de leden van hun gezin, die hen vergezeld hebben, de terugbetaling

.../...

bekomen van geneeskundige, heelkundige en pharmaceutische kosten die in Europa het gevolg zijn van de kwalen, door hun verblijf in het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk opgedaan.

Deze termijn kan evenwel op twaalf maanden gebracht worden, wanneer het gaat om specifiek tropische kwalen of zware ongevallen welke aan de dienst en niet aan de onachtzaamheid of nalatigheid van de belanghebbenden te wijten zijn.

De termijnen waarvan sprake in het eerste en tweede lid gaan in de dag waarop de effectieve dienst ophoudt.

Afdeling III.- Toelage wegens overlijden.

Artikel 63.-

De weduwe van ieder lid van het vast kader in Afrika ontvangt, wanneer zij, met behoorlijke machtiging van Onze Minister van Landsverdediging, in het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk verblijft, een toelage wegens overlijden.

Bij ontstentenis van de weduwe of wanneer de weduwe niet in dat grondgebied verblijft, hebben de kinderen van de overledene die voor kinderbijslag in aanmerking komen en die door Onze Minister van Landsverdediging behoorlijk gemachtigd zijn aldaar te verblijven, gemeenschappelijk op deze toelage recht.

Artikel 64.-

De toelage wegens overlijden wordt bepaald op het bedrag van de bruto Afrikabezoldiging van de overledene, zoals zij bij toepassing van de artikelen 1 en 2 van dit besluit wordt vastgesteld, verhoogd met de vergoedingen, de premiën en de toelagen welke het lid van het vast kader in Afrika op het ogenblik van het overlijden genoot, zonder aftrek ten bate van de Kas voor weduwen en wezen.

Indien de overledene zich op het ogenblik van zijn overlijden met zijn gezin met Afrikaverlof in een buiten België gelegen gematigde luchtstreek bevond, wordt deze toelage bepaald op het maandelijks bedrag van de bruto Afrikaverlofbezoldiging zoals zij bij toepassing van artikel 4 wordt vastgesteld, verhoogd met de vergoedingen, de premiën en de toelagen welke de overledene op het ogenblik van het overlijden genoot, zonder aftrek ten bate van de Kas voor weduwen en wezen.

Artikel 65.-

Deze toelage, vereffend zoals de Afrikabezoldiging, gaat in daags na het overlijden. Zij is verschuldigd gedurende de periode, die normaal nodig is om de gerechtigden in staat te stellen het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk of, in het geval bij artikel 64, tweede lid , bedoeld, het grondgebied waar het lid van het vast kader in Afrika op het ogenblik van het overlijden met zijn gezin verbleef, te verlaten.

Onze Minister van Landsverdediging bepaalt voor ieder geval afzonderlijk de duur van de periode waarvan sprake is in het vorige lid, zonder dat deze duur meer dan zestig dagen mag bedragen.

.../...

Artikel 66.-

Bovendien wordt aan dezelfde gerechtigden, of zij het lid van het vast kader al dan niet naar Afrika vergezeld hebben, een globale forfaitaire vergoeding toegekend waarvan het bedrag gelijk is aan de laatste maandelijkse bruto bezoldiging van de overledene zoals zij bij toepassing van de artikelen 1 en 2 wordt vastgesteld, verhoogd met de vergoedingen,de premiën en de toelagen welke de overledene op het ogenblik van het overlijden genoot, zonder aftrek ten bate van de Kas voor weduwen en wezen.

Deze toelage is verschuldigd te rekenen van de dag waarop de belanghebbende het grondgebied van het moederland verlaat, in alle gevallen van overlijden van een lid van het vast kader, of dit overlijden plaats heeft gehad tijdens een periode van effectieve dienst, tijdens een periode van Afrikaverlof,dan wel bij een eerste vertrek of een vertrek dat niet aansluit bij een Afrikaverlof.

Afdeling IV.- Zogenaamde pensioenbijslag.

Artikel 67.-

Na elke periode van drie jaar effectieve dienst heeft het lid van het vast kader recht op een zogenaamde pensioenbijslag.

Deze bijslag is gelijk aan driemaal de laatste maandelijkse bruto Afrikabezoldiging, zoals zij bij toepassing van de artikelen 1 en 2 wordt vastgesteld, zonder aftrek ten bate van de Kas voor weduwen en wezen.

.../...

Artikel 68.-

Indien de periode van effectieve dienst in Afrika meer of minder dan drie jaar bedraagt, wordt de zogenaamde pensioenbijslag verhoogd of verminderd met één zes en dertigste van zijn waarde per volle maand effectieve dienst in Afrika, volbracht boven of beneden de drie jaar.

Deze pensioenbijslag is niet verschuldigd voor de perioden van effectieve dienst van minder dan twee jaar ; echter worden, om de effectieve diensttijd die voor een bepaalde periode in rekening dient gebracht te bepalen, de effectieve diensten van minder dan twee jaar, volbracht tijdens vroegere perioden, in aanmerking genomen.

Afdeling V.- Bijzondere toelage aan officieren geneesheren en officieren veeartsen.

Artikel 69.-

Benevens de bezoldigingen en vergoedingen bepaald in de voorgaande artikelen, genieten de officieren geneesheren en veeartsen :

1° Een vergoeding voor functies in Afrika, bepaald op dertig duizend frank per jaar en verhoogd met tweeduizend vijfhonderd frank per jaar vanaf het vierde jaar effectieve dienst in Afrika.

Wanneer evenwel deze vergoeding ingevolge de verhogingen het bedrag van vijftigduizend frank bereikt,

. ./...

wordt de jaarlijkse verhoging op vijfduizend frank gebracht.

In geen geval kan het bedrag van deze vergoeding vijf en zeventigduizend frank voor de dokters in de veeartsenijkunde en honderdduizend frank voor de dokters in de geneeskunde te boven gaan.

Deze vergoeding is verschuldigd te rekenen van de eerste dag der maand, volgende op het effectief indiensttreden in Afrika, of van deze datum indien hij met de eerste dag van een maand samenvalt, tot en met de laatste dag der maand tijdens welke de effectieve dienst in Afrika ophoudt.

Zij wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald.

2° Een speciale toelage, bepaald op honderdduizend frank, betaalbaar in eenmaal na vijf jaar effectieve dienst in Afrika.

Indien de geneesheer of de veearts evenwel, om redenen buiten zijn wil, definitief in België gehouden wordt alvorens vijf jaar effectieve dienst volbracht te hebben, wordt de toelage tot de volgende bedragen verminderd :

voor het eerste jaar :	15.000 frank,
voor het tweede jaar :	17.500 frank,
voor het derde jaar :	20.000 frank,
voor het vierde jaar :	22.500 frank,
voor het vijfde jaar :	25.000 frank.

.../...

Iedere begonnen maar onvoltooide periode van een jaar geeft recht op de toelage, berekend naar verhouding van de effectieve diensttijd, rekening houdend met het bedrag dat voor het onvoltooide jaar is vastgesteld; iedere fractie van een maand wordt, bij het bepalen der effectieve diensten, voor een volledige maand in rekening gebracht.

Afdeling VI.- Vergoedingen voor buitengewone kosten.

Artikel 70.-

Buiten de bij dit besluit bepaalde vergoedingen, kan Onze Minister van Landsverdediging compensatievergoedingen verlenen wegens speciale lasten of wegens verliezen of bijzondere gevaren die de uitoefening van ambten in de kolonie of het vervullen van opdrachten in België of in het buitenland rechtstreeks met zich brengt.

Deze vergoedingen worden in ieder geval afzonderlijk door Onze Minister van Landsverdediging toegekend, tegen overlegging van een door de commandant der basis goedgekeurde staat van verantwoording.

HOOFDSTUK VI.- Slotbepalingen.

Artikel 71.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1949.

.../...

Artikel 72.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minis-
de la Défense nationale.
ter van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.